

Le portefeuille d'activités de la GIZ en Algérie

Gestion de l'environnement et développement durable

La GIZ en Algérie

L'Algérie et l'Allemagne ont une longue tradition de coopération. Depuis 1993, la GIZ y est représentée par son propre bureau. La GIZ travaille en Algérie notamment pour le compte du Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). A ce jour, la GIZ compte 108 collaborateurs et collaboratrices dans le pays, dont 15 experts et expertes expatriés (situation au 31/09/2018).

Le défi

L'Algérie est le plus grand pays d'Afrique et le plus peuplé du Maghreb. Le produit intérieur brut augmente en moyenne de 1,4 % par an, un développement qui (comme celui de l'économie entière) dépend principalement de la production et de l'exportation de pétrole et de gaz naturel. Près de la moitié des 40 millions d'Algériens sont âgés de moins de 25 ans. Le défi majeur à relever en matière de politique économique est la création de suffisamment d'emplois au bénéfice de la population jeune, dont la croissance rapide se poursuit. Les ressources naturelles du pays sont soumises à des pressions de plus en plus fortes en raison de la croissance démographique et économique mais aussi du changement climatique. Ces problématiques se font sentir particulièrement dans le nord du pays, où 68% de la population vivent sur un cinquième du territoire national.

L'approche

L'Algérie, en tant qu'acteur politique et économique majeur, joue dans la région un rôle de précurseur dans diverses thématiques environnementales. La coopération algéro-allemande a pour objectif d'appuyer la mise en œuvre de la législation environnementale très avancée pour la région et de contribuer à une politique intégrée de l'environnement grâce au renforcement des compétences en matière de planification et de coordination intersectorielle.



Le pôle d'intervention environnement

La coopération algéro-allemande se concentre sur la politique environnementale avec des projets dans des domaines tels que la gestion durable des ressources naturelles, la conservation de la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, la gestion des déchets et la promotion de technologies et d'innovations respectueuses de l'environnement. Leurs résultats contribuent à côté de la protection de l'environnement notamment à l'instauration d'une Economie verte et ainsi à la création d'emplois et la réduction de la pauvreté.

Commettants

Le principal commettant de la GIZ est le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ). GIZ International Services (InS) travaille également en Algérie pour le compte d'autres clients, tels que l'Union Européenne et des entreprises du secteur privé.

Les programmes en détail

Par la suite, seront décrits les projets qui sont mis en œuvre pour le compte du BMZ et d'autres commettants.



Gouvernance environnementale et biodiversité - GENBI

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	11/2014 – 12/2019
Chef de programme	Rolf Dietmar
Commettant	BMZ (projet bilatéral)

En Algérie, la croissance continue des agglomérations urbaines, l'industrialisation et l'extension des infrastructures entraînent de graves dommages environnementaux et menacent la diversité biologique. La pression sur les écosystèmes et sur la diversité des espèces, spécifiquement dans le nord du pays, augmentera davantage à l'avenir à cause de la croissance démographique et économique et du changement climatique.

Objectif du programme

L'objectif du programme est d'introduire des instruments et approches de gouvernance environnementale destinés à assurer la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité, par exemple par la gestion de zones protégées à l'aide d'approches participatives.

Activités

- Implémentation d'une gouvernance intersectorielle dans les aires protégées pilotes incluant la société civile.
- Amélioration de l'organisation et de l'utilisation de la base du savoir sur la biodiversité
- Mise en valeur des ressources biologiques locales, rentables, en coopération avec la population rurale
- Sensibilisation de la population sur la protection de la biodiversité et la valeur économique des services écosystémiques

Résultats intermédiaires

- Mise en place du Système d'Information Géographique du Parc National d'El Kala (PNEK)
- Elaboration de trois premiers référentiels taxonomiques algériens : mammifères, faune et flore et du premier référentiel méthodologique pour l'étude des mammifères
- Identification de 4 écosystèmes dont 20 services écosystémiques, dont 14 évalués économiquement
- Constitution de deux argumentaires pour la protection du PNEK et le classement des monts de l'Edough
- Organisation de 5 filières de produits: huiles végétale et essentielle du lentisque; miel; huile et vinaigre du figuier de Barbarie et appui à la création des deux premières coopératives agricoles féminines en Algérie
- Appui à la mise en place d'un système de certification biologique en Algérie
- Renforcement de la compréhension de la biodiversité à travers l'organisation de 5 campagnes de sensibilisation

Gestion des déchets et économie circulaire - PRODEC

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	11/2014 – 12/2019
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Commettant	BMZ (projet bilatéral)

En raison de la grande insatisfaction de la population à l'égard de la qualité du service de collecte des ordures ménagères dans les agglomérations, le gouvernement algérien accorde une grande importance au thème de la gestion des déchets. Il manque souvent aux communes les structures et les procédés efficaces pour faciliter la collecte et le transport des déchets ainsi que le nettoyage des voies publiques, mais également pour sensibiliser davantage les citoyens à mieux respecter leur environnement.

Objectif du programme

Le projet vise à améliorer les capacités humaines, institutionnelles et administratives des administrations locales, régionales et nationales ainsi que des entreprises gestionnaires pour la mise en œuvre d'une gestion des déchets intégrée et créatrice d'emplois.

Activités

Le projet s'articule autour des activités suivantes :

- sélectionner un centre de gestion des déchets (CET) de référence pour la formation des acteurs de la gestion des déchets d'autres régions
- transférer des approches innovantes et des expériences de gestion des déchets aux professionnels du secteur
- développer des nouveaux instruments de gouvernance politique du secteur des déchets
- amélioration de la structure organisationnelle de l'Agence Nationale des Déchets (AND)
- faire des audits de CET

Résultats

Les résultats intermédiaires suivants ont été atteints :

- amélioration des capacités administratives pour assurer des services efficaces de gestion des déchets
- analyse et amendement du droit de l'environnement algérien pour l'instauration de nouveaux instruments de gouvernance politique
- création de plateforme et réseaux d'échanges pour le transfert des connaissances et le partage d'expériences



Renforcement des filières de recyclage - FILREC

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	01/2018 – 12/2020
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Committant	BMZ (projet bilatéral)

Actuellement, la principale voie de traitement des déchets en Algérie est la mise en décharge. Le taux du recyclage est encore très faible et les filières de valorisation sont encore minimes. Seuls 5 à 7% des déchets urbains sont recyclés, tandis que le taux de recyclage des déchets plastiques ne dépasse pas 1%. En raison du mécontentement de la population concernant la gestion des déchets urbains, le sujet du traitement et du recyclage des déchets a une grande importance politique en Algérie. Ainsi, en 2004, le gouvernement algérien a lancé un système national de reprise, de recyclage et de valorisation des déchets d'emballage dénommé ECO-JEM. Néanmoins, pour le moment, les objectifs n'ont pas été atteints pour diverses raisons.

Objectif du programme

Renforcer durablement les filières de valeur dans la gestion des déchets et créer un système de collecte et de recyclage de déchets d'emballages et de pneus usagés.

Activités

Le projet s'articule autour des activités suivantes :

- conseil juridique pour déterminer le statut juridique de l'opérateur
- développement des processus internes et des règles opérationnelles de l'opérateur
- formation du personnel de l'opérateur
- initiation au dialogue politique entre le ministère de l'Environnement et les autres ministères concernés
- conseils aux entreprises de gestion des déchets à Sétif pour l'amélioration de la collecte sélective des déchets triés au niveau des blocs résidentiels

Résultats

Le projet vise les effets suivants :

- la mise en œuvre d'un opérateur national pour la collecte des déchets recyclables
- l'introduction de la collecte sélective des déchets d'emballages dans la commune de Sétif
- une chaîne de valorisation pour les pneus usagés est opérationnelle

Amélioration des Possibilités d'Emploi dans le secteur des Services Publics Communaux - PEMLO

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	01/2018 – 06/2022
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Committant	BMZ (projet bilatéral)

L'Etat algérien a entamé ces dernières années une nouvelle voie de gestion des déchets pour faire face aux lacunes en matière de qualité de services publics communaux. Cette situation est essentiellement associée au manque d'expérience et de familiarisation des communes aux méthodes modernes de gestion des déchets, mais également au manque de ressource humaine qualifiée, capable d'assurer un service de qualité en l'absence de mécanisme de contrôle et de suivi.

Objectif du programme

Le projet vise en partie à l'amélioration des possibilités d'emploi dans le secteur des services publics par l'amélioration du niveau de qualification du personnel.

Activités

Le projet se déploie sur deux Wilayas pilotes et accompagnera 4 communes (Jijel, El Milia, Tlemcen, Maghnia) dans une première phase. Il se concentre sur trois domaines d'activité :

- développer et introduire de nouvelles offres de qualifications et de formations spécifiques pour le secteur des déchets
- aider les communes à assurer une qualité de services externalisés de la gestion des déchets
- diffuser des outils efficaces à l'échelle nationale pour un transfert efficace des acquis

Résultats

A la fin du projet, 300 personnes intégreront des entreprises chargées de la gestion des déchets municipaux ou bien créeront leurs propres entreprises de façon indépendante. Le projet formera plus de 1200 personnes à l'entrepreneuriat et au métier de gestion des déchets, dont 200 femmes et 700 jeunes. De plus, une meilleure satisfaction de la population envers la collecte des déchets municipaux dans les communes pilotes est attendue.



Renforcement de la gouvernance climatique au service de la CPDN

Partenaire politique	Ministère des Affaires Étrangères (MAE) ; Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER) (partenaire technique)
Durée	07/2018 – 06/2021
Chef de programme	Charlotte Siegerstetter
Commettant	BMZ (projet bilatéral)

En ratifiant l'accord de Paris sur le climat en octobre 2016, le gouvernement algérien a souligné l'importance et la nécessité d'atténuer les effets des changements climatiques et de s'y adapter en s'engageant dans la mise en oeuvre de sa Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN). Concernant le volet atténuation, il est prévu une réduction des gaz à effet de serre de 22% avec un soutien international d'ici 2030. Dans le domaine de l'adaptation, la CPDN souligne la nécessité d'élaborer un Plan National d'Adaptation (PNA) et d'engager des mesures d'adaptation prévues par le Plan National Climat (PNC). Bien que l'Algérie ait déjà développé plusieurs stratégies incluant des aspects du changement climatique et montre un haut niveau d'engagement, la gouvernance climatique reste à renforcer.

Objectif du programme

La gouvernance climatique au service de la mise en oeuvre de la Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN) est renforcée.

Activités

Le projet vise à renforcer la gouvernance climatique, à travers une approche participative et multisectorielle axée sur les 4 axes stratégiques suivants :

- Renforcer le cadre institutionnel et juridique de la gouvernance climatique en améliorant les mécanismes de gouvernance et de coordination.
- Intégrer des aspects d'adaptation et d'atténuation de la CPDN dans les documents de planification ou de stratégie de deux secteurs pilotes.
- Mettre en place des mécanismes nécessaires pour assurer le suivi et le reporting des résultats des actions d'adaptation ou d'atténuation au niveau de deux secteurs pilotes.
- Développer un guide méthodologique pour l'élaboration des Plans Locaux Climats en tenant compte des aspects genre et du suivi des activités d'adaptation et d'atténuation au niveau territorial dans deux wilaya pilotes.

Résultats

À la suite du Projet " Appui au Plan National Climat " qui s'est achevé au mois d'octobre 2018, le Projet a lancé un processus de concertation avec les partenaires concernés pour redéfinir et encadrer les activités opérationnelles. La mise en oeuvre de celles-ci débutera au mois de septembre 2019.

Appui à l'Université panafricaine – et Mise en place de l'Institut des Sciences de l'Eau et de l'Energie (et du Changement Climatique) – Tlemcen (siège du projet: Ethiopie)

Partenaire politique	Ministère des Affaires Étrangères (MAE), Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS), Commission de l'Union africaine (CUA)
Durée	07/2011 – 08/2020
Chef de programme	Karen Hauff
Commettant	BMZ

L'eau, l'énergie et le changement climatique sont des questions particulièrement importantes pour le développement durable de l'Afrique. Pour relever les défis qui en découlent, le continent a besoin de spécialistes et de dirigeants hautement qualifiés, de recherche et d'innovation appliqués et de transfert de technologie. En 2008, la Commission de l'Union africaine a décidé de créer une Université panafricaine (UPA) (entre autres avec un institut à Tlemcen en Algérie).

Objectif du programme

L'université panafricaine et son institut pour l'eau et l'énergie (y compris le changement climatique) sont renforcés en ce qui concerne leurs points de vente uniques : qualité, pertinence et intégration panafricaine.

Activités

- Développement de quatre programmes de master internationaux (Ingénierie de l'eau, Politique de l'eau, Ingénierie énergétique et Politique énergétique) et création des conditions préalables à la recherche appliquée
- Promouvoir la coopération avec les partenaires scientifiques internationaux et avec les secteurs publics, privés et de la société civile
- Création d'un centre d'entrepreneuriat PAU à PAUWES.
- Réhabilitation du Campus PAUWES dans une perspective d'efficacité énergétique et d'accessibilité

Résultats

- Depuis 2014, le nombre de candidats a augmenté (2018: 20 candidats pour une place). La 5e cohorte, qui a commencé en septembre 2018, présente non seulement une excellente répartition géographique (27 pays), mais pour la première fois 50% des étudiants sont des femmes
- Parmi les projets de recherche menés avec des partenaires de coopération sont "Water and Energy Security in Africa" (WESA), "Risk Analysis and Adaptation Strategies for Sustainable Urban Resource Supply in Sub-Saharan Africa" (RARSUS) et "West African Service Center on Climate Change and Adapted Land Use" (WASCAL)

Promotion du rôle des femmes au Maghreb (siège du projet: Algérie)

Partenaire politique	Ministères partenaires des projets de la Coopération allemande en Algérie, Tunisie et au Maroc
Durée	11/2013 – 12/2019
Chef de programme	Jana Wegmann
Commettant	BMZ (projet régional)

Les gouvernements de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie ont ratifié la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ils se sont engagés à éliminer la discrimination sexuelle et à assurer la participation des femmes à toutes les sphères sociales en toute égalité. Malgré les progrès importants obtenus au cours des dernières années - notamment dans le domaine de l'éducation -, il reste beaucoup à faire pour assurer une véritable égalité des chances entre les femmes et les hommes. En Algérie, au Maroc et en Tunisie, il est fréquent que les femmes soient encore nettement défavorisées par rapport aux hommes. Ainsi, elles accèdent moins facilement au marché du travail et sont moins impliquées dans les processus de décision politique.

Objectif du programme

La participation des femmes en toute égalité est renforcée dans les pôles prioritaires de la coopération allemande au développement en Algérie, au Maroc et en Tunisie (p.ex.: eau, développement économique durable et l'environnement).

Coopération décentralisée entre villes maghrébines (en Algérie, Maroc, Tunisie) et allemandes (CD)

Partenaire politique	Agence Nationale de l'Urbanisme (ANURB, Algérie) au sein du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville
Durée	02/2016 – 12/2019
Chef de programme	Anita Sebio Kouhè
Commettant	BMZ (projet régional)

En raison de l'urbanisation fulgurante en Afrique du Nord, les communes en Algérie au Maroc et en Tunisie sont confrontées à des défis de plus en plus complexes. Les procédures administratives doivent être modernisées et organisées plus efficacement, afin d'assurer des services publics d'intérêt général pour la population. Depuis le printemps arabe, les citoyens et citoyennes demandent de leurs communes plus de transparence, de proximité et de droit de parole.

Objectif du programme

Le projet de coopération décentralisée soutient les communes en Algérie (Annaba, Mostaganem, Sétif, et Tlemcen), également au Maroc et en Tunisie dans la planification et la réalisation de projets urbains visant à renforcer la qualité de vie dans leurs villes. L'engagement de développement des villes allemandes est mis en valeur.

En Algérie, le nouveau quartier Draâ Errich de la ville d'Annaba coopère avec la ville de Sindelfingen au Bade-Wurtemberg, pour introduire un système d'information géographique (SIG) et la gestion des stations d'épuration des eaux usées. D'autres communes, comme Mostaganem travaille dans le domaine de gestion des déchets, et Tlemcen travaille dans le domaine du transport et mobilité urbaine.

Promotion des cours de Master "Déchets et économie circulaire"

Partenaire politique	Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Durée	09/2017 – 10/2019
Chef de programme	Ahmed Fekairi
Commettant	BMZ (Fonds d'Études et d'Experts)

Aujourd'hui, la gestion des déchets est devenue une thématique incontournable du développement. La gestion rationnelle des déchets favorise l'économie locale et contribue à la création d'emplois. Cependant, ce secteur souffre d'un manque de formation académique, essentielle pour le développement des services environnementaux.

Objectif du programme

L'objectif du projet est de soutenir le programme de master en "gestion des déchets et économie circulaire" par l'intervention d'experts internationaux de l'université allemande de Rostock aux profils variés spécialisés dans la formation académique afin de promouvoir cette démarche dans les deux universités algériennes Blida1 et Constantine3.

Le programme du master se focalise sur le domaine de la gestion des déchets, en considérant la globalité du processus de la politique des déchets. En coopération avec l'Université de Rostock, le Département de « la gestion des flux de déchets et des matériaux » met à la disposition des enseignants algériens l'ensemble des cours et matériels d'enseignement pédagogique nécessaires.



Soutien à la mise en œuvre du Partenariat Énergétique Algéro-Allemand

Partenaire politique	Ministère de l'Énergie
Durée	01/2019 – 12/2022
Chef de programme	Torsten Fritsche (Projet global) Rebekka Hilz (Composante Algérie)
Commettant	Bundesministerium für Wirtschaft und Energie (BMWi)

Le projet „Conseil et appui aux partenariats énergétiques bilatéraux avec les pays émergents et en voies de développement“ soutient le BMWi dans la réalisation des partenariats énergétiques avec l'Algérie ainsi qu'avec un certain nombre de partenaires stratégiques de l'Allemagne.

Le secteur énergétique de l'Algérie est actuellement caractérisé par une forte dépendance des sources d'énergie fossiles. Afin de diversifier le mix énergétique et de contribuer à la diversification de l'économie locale, le gouvernement algérien a commencé de planifier des investissements importants dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Le pays fait ainsi face au défi de la réalisation de sa transition énergétique, le plus rapidement et au moindre coût possible, tout en assurant sa sécurité énergétique. Ainsi, les axes prioritaires du partenariat énergétique sont le développement des énergies renouvelables et leur l'intégration au réseau ainsi que l'augmentation de l'efficacité énergétique.

Objectif du programme

Les relations politiques et économiques dans le domaine de l'énergie entre l'Algérie et l'Allemagne sont renforcées. Les acteurs de la transition énergétique algérienne bénéficient des expériences et de l'expertise de la transition énergétique allemande, afin d'optimiser leur cheminement vers un approvisionnement en énergie sûr et durable.

Promotion de l'efficacité énergétique dans l'économie algérienne

Partenaire politique	Ministère de l'Énergie
Durée	08/2018 – 07/2020
Chef de programme	Rebekka Hilz
Commettant	BMZ (Fonds d'Études et d'Experts)

En Algérie, des plateformes pour l'échange de bonnes pratiques et des possibilités pour une formation continue axée sur la pratique dans le domaine de l'efficacité énergétique n'existent pas, actuellement, malgré le fait que les entreprises algériennes s'intéressent de plus en plus à augmenter leur performance énergétique et le gouvernement algérien déploie des efforts importants pour la promotion d'une économie durable à faible impact environnemental et climatique. Sur le marché de travail algérien, existent peu d'experts qui

disposent des connaissances et outils afin de mettre en pratique leurs connaissances théoriques au sujet de la réduction de la consommation de l'énergie en entreprise. Par conséquent, les entreprises algériennes saisissent rarement leur potentiel de réduction de consommation énergétique et d'émissions à effet de serre. La mesure soutient l'Agence pour la Rationalisation de l'Utilisation de l'Énergie (APRUE) à appliquer des instruments innovateurs de promotion de l'efficacité énergétique dans les entreprises algériennes. Le soutien est réalisé à travers la création et l'accompagnement d'un réseau pilote d'efficacité énergétique en entreprise (REEE) et la révision de la formation „responsable énergie en entreprise“ de l'APRUE, afin de l'axer plus sur la pratique.

Objectif du programme

Un réseau pilote d'efficacité énergétique en entreprise a été implémenté avec succès (réduction de 30% de la consommation en énergie des entreprises participantes), et sa création et son accompagnement sont documentés en détail. La formation de l'APRUE « responsable énergie en entreprise » a été révisée, intégrant un module pratique. L'APRUE dispose des connaissances et outils, afin de mettre en application les deux instruments d'une manière indépendante, afin de soutenir les entreprises algériennes à augmenter leur compétitivité à travers une réduction de leur consommation énergétique.

Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE MS I)

Partenaire politique	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS)
Durée	01/2016 – 06/2019
Chef de programme	Lala Aghayeva
Commettant	UE, Mise en oeuvre par InS (contribution junior, Lead Sofreco)

La coopération algéro-européenne se concentre sur le marché du travail et l'emploi. En outre, le gouvernement algérien a à cœur d'accroître la coopération intersectorielle et donc l'efficacité de la mesure politique au profit de la jeune population.

Objectif du programme

L'objectif général du Programme pour l'emploi des jeunes est d'appuyer le gouvernement algérien dans la mise en œuvre de sa politique nationale visant à améliorer l'employabilité des jeunes et leur insertion sur le marché du travail. Les régions pilotes de l'avance sont Annaba, Béchar, Khenchela et Oran.

Programme d'Appui Jeunesse Emploi (PAJE MS II)

Partenaire politique	Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale (MTESS)
Durée	01/2016 – 06/2019
Chef de programme	Lala Aghayeva
Commettant	UE, Mise en oeuvre par InS (Lead)

La coopération algéro-européenne se concentre sur le marché du travail et l'emploi. En outre, le gouvernement algérien a à cœur d'accroître la coopération intersectorielle et donc l'efficacité de la politique Maßnahmen au profit de la jeune population.

Objectif du programme

Ce volet du programme pour l'emploi des jeunes est particulièrement axé sur le renforcement de l'économie sociale et solidaire (ESS) afin de créer de nouveaux emplois. En outre, des instruments pilotes visant à promouvoir la pensée novatrice et entrepreneuriale et les compétences en matière de leadership seront mis à l'essai et leur diffusion et leur visibilité seront accrues.

H'lib Dzair - Renforcement des chaînes de valeur dans l'industrie laitière locale - Phase II

Durée	06/2016 – 12/2020
Chef de programme	Nele Jasina Bohn
Commettant	Fonds Ecosystème de Danone – Danone Djurdjura Algérie, Mise en oeuvre par InS (Lead)

Au cours de la dernière décennie, la consommation de lait et de produits laitiers en Algérie a fortement augmenté. Toutefois, cela ne s'est pas accompagné d'un développement parallèle de l'industrie laitière locale. Pour cette raison, plus de la moitié de la demande nationale est couverte par les importations de lait en poudre. De plus, 90 % des fermes comptent moins de 10 animaux, ce qui limite considérablement leur productivité et leur rentabilité. Ils sont également particulièrement exposés aux fluctuations des coûts des intrants agricoles et les connaissances et les compétences des producteurs laitiers dans la gestion et le développement de leurs exploitations sont inégales. Il en résulte une forte dépendance saisonnière de la production de lait frais, un manque de qualité et une instabilité importante de la chaîne de valeur laitière.

Objectif du programme

L'objectif du projet est de soutenir la structuration de la production laitière locale et régionale afin de renforcer la durabilité de la chaîne de valeur et de réduire la vulnérabilité des petites exploitations. L'objectif est de doubler la production des entreprises soutenues par le projet d'ici 2020. Le projet

visé également à augmenter la production et à améliorer les compétences des petits agriculteurs, à optimiser la chaîne du froid, à produire localement des aliments pour animaux et à améliorer la coopération dans les centres laitiers.

Assistance technique à l'appui du développement local durable et des activités sociales dans le nord-ouest de l'Algérie (PADSEL NOA II)

Partenaire politique	République algérienne démocratique et populaire
Durée	11/2017 – 11/2020
Chef de programme	Kathleen de Meeûs
Commettant	UE, Mise en oeuvre par GIZ InS (contribution junior, Lead AECOM)

Le projet fait partie intégrante du projet "PADSEL-NOA" de l'UE, qui soutient les efforts du gouvernement algérien pour promouvoir le développement économique et social du pays. En particulier, la promotion du secteur privé devrait créer de nouvelles possibilités d'emploi.

Objectif du programme

L'objectif général du projet est de contribuer à la réduction des inégalités sociales et économiques par le développement intégré et durable des provinces concernées. Le programme appuiera les six provinces suivantes : Saïda, Tiaret, Tissemsilt, Aïn Defla, Chlef, Medea. La promotion des produits locaux, le renforcement de la formation professionnelle des cadres et des spécialistes et la promotion des petites et moyennes entreprises font partie intégrante du programme.

La GIZ – Un partenaire innovant pour répondre aux défis mondiaux de l'avenir

Une expertise régionale reconnue, une haute compétence technique et des connaissances managériales éprouvées dans la pratique forment l'ossature de la vaste gamme de services de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. En tant qu'entreprise du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, la GIZ offre à ses clients et commettants des solutions viables, durables et efficaces pour mener à bien des processus de changement politique, économique et social.

Une grande partie des marchés que nous exécutons nous sont attribués par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Par ailleurs, la GIZ intervient aussi pour d'autres ministères fédéraux ainsi que pour des commettants et clients publics et privés, notamment les gouvernements d'autres pays, des institutions de l'Union Européenne, dont la Commission européenne, de même que les Nations Unies et la Banque Mondiale. Nous aidons tout aussi intensivement nos clients du secteur privé à concrétiser leurs objectifs.

Publié par

Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de l'entreprise :
Bonn und Eschborn, Allemagne

GIZ Algérie
Directrice résidente: Ella Schieber
39, rue Mohamed Khoudi
El Biar, Algier, Algerien
T +213 (0) 21 92 09 88/89
F +213 (0) 21 92 09 90
giz-algerie@giz.de
www.giz.de/algerien

Rédaction & Conception

Ella Schieber, Corinna Feldmann

Mise à jour

05/19

La GIZ est responsable du contenu de cette publication

En partenariat avec

Ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables (MEER)
Ministère des Affaires étrangères (MAE)
Ministère de l'Energie (ME)
Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Locales (MICL)
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique (MESRS)
Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville (MHUV)
Agence Nationale d'Urbanisme (ANURB)

Mandaté par le

Ministère fédéral allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ)

Referat

Afrique du Nord, Politique de la Méditerranée et d'Afrique du Nord

Adresses postales des deux sièges du Ministère

BMZ Bonn

Dahlmannstraße 4

53113 Bonn

T +49 (0)228 99 535-0

F +49 (0)228 99 535-3500

BMZ Berlin

Stresemannstraße 94

10963 Berlin

T +49 (0)30 18 535-0

F +49 (0)30 18 535-2501

poststelle@bmz.bund.de
www.bmz.de